



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement
Création d'un espace périscolaire avec aménagement d'une voirie communale
sur la commune de Montournais (85-Vendée)

Le préfet de la région Pays de la Loire

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite.

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3-1 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2025/SGAR/78 du 27 mai 2025 portant délégation de signature à madame Anne BEAUVAL, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu l'arrêté de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire N° 2026/DREAL/N° SDR-26-AG-02 du 17 mars 2026 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale au sein de la DREAL des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°015083/KKP relative au projet de création d'un espace périscolaire avec aménagement d'une voirie communale sur la commune de Montournais, déposée par monsieur Dominique MARTIN, maire de la commune, et considérée complète le 10/04/2026 ;

CONSIDÉRANT la nature du projet :

- qui relève de la catégorie n°6a de la nomenclature annexée à l'article R.122-2 du Code de l'environnement « Construction de routes classées dans le domaine public routier de l'État, des départements, des communes et des établissements public de coopération intercommunale » ;
- qui consiste à créer un espace d'accueil périscolaire de 1 580 m² sur un espace de 10 877 m² comprenant :
 - un bâtiment périscolaire d'environ 540 m² d'emprise au sol ;
 - 14 places de stationnement associées sur 185 m²;
 - une voie de desserte de 245 m² ;
 - la mise en place de cheminements piéton et le ré-aménagement des espaces vert.

CONSIDÉRANT la localisation du projet :

- Chemin du bien, parcelles cadastrales : section AB, n°756, 757, 758, 759, 762, 765 et 768, à Montournais ;
- au cœur du centre bourg de Montournais ;
- sur un terrain de type parc urbain (prairie plantée d'arbres) antérieurement occupé par une aire de jeux pour enfants déplacée depuis plusieurs années au sud du terrain du projet ;
- hors zone d'aléa réglementé du Plan de Prévention des Risques inondations (PPRi) du Lay Amont qui concerne la commune ;
- en zone U du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes du Pays de Pouzauges, zone qui permet l'accueil du projet ;
- en dehors de tout périmètre d'inventaire ou de protection réglementaire au titre du patrimoine naturel ;
- dans le périmètre de protection du monument classé de l'église de Montournais .

CONSIDÉRANT les caractéristiques des impacts du projet sur le milieu et la santé humaine ainsi que les mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire leurs effets :

- par sa situation, le terrain est à proximité immédiate des différents réseaux auxquels il est nécessaire d'être raccordé ;
- l'usage des sols de type parc urbain largement anthropisé révèle un niveau d'enjeu faible du point de vue des habitats naturels ;
- les investigations de terrain ont permis d'exclure la présence de zones humides du site à aménager ;
- l'intervention d'un écologue en avril 2026 a permis de confirmer l'absence de nid au niveau des 6 arbres qu'il est nécessaire d'abattre ; l'accord préalable de l'écologue a ainsi été obtenu;
- il est rappelé que les articles L.411-1 et 411-2 du Code de l'environnement proscrivent toutes atteintes aux espèces protégées et à leurs habitats. Ainsi, il appartient au porteur de projet d'encadrer la réalisation de son projet afin d'éviter tout impact résiduel sur les espèces protégées et de justifier de l'entier respect des dispositions

du Code de l'environnement, le cas échéant au travers d'une procédure de demande de dérogation à la protection des espèces et de leurs habitats ;

- en ce qui concerne les eaux de ruissellement liées à l'imperméabilisation du projet, la gestion des eaux pluviales sera assurée par le biais d'un bassin d'infiltration à ciel ouvert de 120 m² pour un volume utile de 39 m³, correspondant à un dimensionnement pour une pluie d'occurrence décennale, dont l'exutoire sera le réseau de canalisation communal situé à proximité à l'est ;
- la gestion des eaux usées sera assurée par le raccordement du projet au réseau d'assainissement collectif de la commune ; les données de 2024 du portail ministériel relatif à l'assainissement collectif indiquent une station d'épuration « Route du Paradis » qui dispose d'une capacité nominale de 760 équivalents habitants (EH) pour une charge maximale en entrée de 235 EH ; ce qui atteste d'une capacité résiduelle suffisante pour traiter la charge supplémentaire générée par le projet destiné à accueillir une cinquantaine d'enfants ;
- la prise en compte des éventuelles prescriptions urbanistiques et architecturales, s'effectuera nécessairement dans le cadre de l'instruction du permis de construire, notamment en ce qui concerne le périmètre de monument historique.

CONSIDÉRANT ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet de création d'un espace périscolaire avec aménagement d'une voirie communale sur la commune de Montournais, est dispensé d'étude d'impact.

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3-1 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Conformément aux dispositions de ce même article, l'autorité compétente vérifie au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas est exigible si ledit projet, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3 :

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur Dominique MARTIN maire de Montournais et publié sur le site Internet suivant : <https://evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr/#/public/portalReviews?place=Pays de la Loire>

Fait à Nantes, le 29 avril 2026

Pour le préfet de région Pays de la Loire
et par délégation,
pour la directrice régionale de
l'environnement,
de l'aménagement et du logement
La cheffe du Service Connaissance des
Territoires et Évaluation (SCTE)

Signé

Sophie LAVIGNE

Délais et voies de recours pour les décisions imposant la réalisation d'une étude d'impact

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Lorsqu'elle soumet un projet à la réalisation d'une évaluation environnementale, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux mais doit, sous peine d'irrecevabilité, donner lieu à un recours administratif préalable obligatoire (RAPO) dans ce même délai de deux mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions du VII de l'article R.122-3-1 du Code de l'environnement.

Le recours gracieux ou le recours administratif préalable obligatoire devront être réalisés à partir du portail de l'évaluation environnementale à l'adresse suivante :

<https://evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr/>

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la décision expresse ou implicite rejetant le recours administratif préalable obligatoire.

Il doit être adressé au Tribunal administratif territorialement compétent :

Tribunal administratif de Nantes

6 allée de l'Ile Gloriette

– CS 24 111 –

44041 NANTES cedex 1

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours ou Télérecours citoyens accessibles à partir du site www.telerecours.fr.